

## « La cérémonie des "papers" ne fait que commencer »

LE MONDE | 09.04.2016 à 14h07 | Par William Bourdon (Avocat au barreau de Paris)



"Le sous-jacent de cette révélation planétaire, c'est l'universalisation d'une gigantesque défiance et inquiétude des citoyens du monde entier vis-à-vis de ceux qui devraient défendre férocement l'intérêt général, alors qu'il n'a jamais été autant menacé par la financiarisation souterraine de l'économie" (Photo: manifestation devant la Société générale, le 7 avril). Francois Mori / AP

**Par William Bourdon, avocat au barreau de Paris**

Dégoût, nausée, alors que les répliques du séisme provoqué par les « Panama papers » n'en sont qu'à leurs prologues.

Cette révélation est en forme de trompe-l'œil tant les bénéficiaires de ce système universel d'opacification des flux d'argent illicites ont été aussi parfois les responsables publics qui n'ont pas su, voulu, mettre un terme à un siphonnage des ressources publiques alors qu'ils demandent tant de sacrifices à ceux qui se sont si gravement paupérisés qu'ils en sont d'autant plus sidérés.

Sombre ironie de l'histoire, ce sont bien souvent les mêmes qui instrumentalisent la lutte contre la corruption pour se procurer à peu de frais les habits de la vertu qui en ont été les principaux bénéficiaires.

Pensons aux dirigeants du Front national, qui braconnent dans les champs de la colère et du désenchantement pour dénoncer le manque d'intégrité de nos représentants politiques alors qu'en leur sein, on le savait déjà par d'autres scandales financiers, se trouvent des bénéficiaires de cet incroyable trou noir de la planète finance.

Les braconniers sont devenus gibier ; ils sont aussi les fossoyeurs de la probité publique dans laquelle ils se drapent. Ainsi, tant de dirigeants en Afrique, en Asie, et au premier chef les dirigeants chinois, qui ont fait essentiellement de la lutte contre la corruption un moyen d'éradiquer leurs opposants.

Le paradoxe violent est de constater que ceux qui sont en responsabilité, dont on attendait une authentique défense de l'intérêt général, n'ont pas répondu à cette aspiration mais l'ont détournée pour mieux se constituer des retraites dorées, mus par une seule religion : celle de la cupidité, qui

suppose, toujours et toujours, d'organiser son irresponsabilité juridique.

Le sous-jacent de cette révélation planétaire, c'est l'universalisation d'une gigantesque défiance et inquiétude des citoyens du monde entier vis-à-vis de ceux qui devraient défendre férocement l'intérêt général, alors qu'il n'a jamais été autant menacé par la financiarisation souterraine de l'économie qui a conduit à tant de pertes de souveraineté. Les citoyens savent que leur pouvoir d'achat, lors de la grande crise systémique de 2007 et 2008, a été frappé de plein fouet du fait de cette duplicité de tant d'acteurs publics et privés.

LE PROJET DE LOI  
SAPIN II EST UN  
PAS TROP TIMIDE,  
CAR LA  
PROTECTION DES  
LANCEURS  
D'ALERTE N'A DE  
SENS QUE SI ELLE  
S'ÉTEND  
ÉVIDEMMENT À LA  
FRAUDE FISCALE.  
CETTE OMISSION  
CONTINUERA À  
ENTREtenir LE  
SOUÇON SUR LA  
VOLONTÉ DE  
L'ÉTAT DE RESTER  
DANS LA  
CULTURE DE  
L'ARRANGEMENT.

En contrepoint de ce gigantesque scandale : un mouvement citoyen éparpillé et protéiforme qui tâtonne place de la République et ailleurs. Il nous rappelle, et c'est essentiel, que sans cette exigence citoyenne, les masques ne seraient jamais tombés et les États, jamais contraints à agir.

De ce point de vue, le projet de loi Sapin II est un pas trop timide, car la protection des lanceurs d'alerte n'a de sens que si elle s'étend évidemment à la fraude fiscale. Cette omission, comme le refus de faire sauter le verrou de Bercy, c'est-à-dire de permettre aux associations de déclencher des poursuites pour fraude fiscale ou au parquet de le faire d'office, continueront à entretenir le soupçon sur la volonté de l'État de rester dans la culture de l'arrangement.

## Une immunité pour les lanceurs d'alerte

Derrière les « Panama papers », il y a un lanceur d'alerte.

Les « Panama papers » exigent, sans sombrer dans l'hypermonétarisation de l'alerte, d'envisager une rétribution pour ces lanceurs d'alerte trop souvent plongés dans une totale précarité. Les « Panama papers » commandent aussi de créer un registre des bénéficiaires effectifs des sociétés dans le cadre de la lutte contre l'opacité des trusts. Enfin, si le lanceur d'alerte, en brisant un secret, révèle un grave dysfonctionnement mais s'expose à des poursuites pénales, une réflexion doit s'engager

pour, au cas par cas, lui octroyer une immunité.

En miroir inversé, les tentatives des lobbies pour que l'Union européenne impose la criminalisation de la violation du secret des affaires ; un grand écart donc entre la volonté de sécuriser leur chemin d'une main, tout en les bâillonnant ou les décourageant de l'autre.

Ces citoyens, en forme de « *petites insurrections individuelles* », comme disait Vaclav Havel, qui n'en peuvent plus d'un monde qui se privatise, se monétarise au mépris des droits élémentaires des citoyens.

**Lire aussi : « Un cadastre financier européen et américain serait un bien public mondial »** ([/idees/article/2016/04/06/la-lutte-contre-la-fraude-fiscale-est-a-repenser-de-fond-en-comble\\_4896602\\_3232.html](http://idees/article/2016/04/06/la-lutte-contre-la-fraude-fiscale-est-a-repenser-de-fond-en-comble_4896602_3232.html))

La cérémonie des « Papers » ne fait que commencer et sera suivie demain des « Hongkong papers », et plus loin des « Dubaï papers » ou des « Pékin papers ».

Cette cérémonie, elle a commencé il y a quarante ans avec les « Pentagone papers », quand un fonctionnaire américain, Daniel Ellsberg, avait communiqué au *New York Times* des extraits d'un rapport top secret du département de la défense américain consacré aux relations entre le Vietnam et les États-Unis : « *Mettons ces fils de pute en prison* », avait demandé Nixon, fou de rage, à son conseiller, Henri Kissinger.

En réplique, Hannah Arendt devait écrire *Lying in Politics* et rappeler : « *L'honnêteté n'a jamais compté parmi les vertus politiques et les mensonges ont toujours été considérés comme des outils légitimes dans les relations politiques.* »

## Sanctionner les établissements financiers

Un nouveau vent court, de braise et de colère, à travers la planète, qui doit obliger nos responsables politiques à sortir de leur torpeur et à ériger de véritables herses en forme de sanctions des établissements financiers qui continuent à collaborer avec ces trous noirs de la

planète.

Mais, aujourd'hui, a aussi surgi un vent mortifère provoqué par les attentats et la menace terroriste qui font se réveiller les cyniques, désinhiber les opportunistes et rendre parfois ridicules les droits-de-l'homme.

C'est également l'étalage des richesses face à l'extrême pauvreté qui en est le ferment.

C'est cette barbarie qui conduit les Etats à fermer les yeux sur ceux qui instrumentalisent la lutte contre le terrorisme pour écraser toutes les dissidences et surprendre leur inflexibilité face à Daesh, Al-Qaida et tous leurs franchisés.

Une gigantesque boîte de Pandore s'est ouverte, espérons qu'elle ne soit pas un tonneau des Danaïdes, tant la mondialisation financière offre chaque jour des outils qui ne cessent de se sophistiquer pour continuer à braver l'inquiétude citoyenne mondiale.

William Bourdon est l'auteur, entre autres, de *Petit manuel de désobéissance citoyenne* (JC Lattès, 2014)